



Revue de recherche en civilisation américaine

7 | 2017

Les élections présidentielles de 2016: les enjeux d'un
scrutin historique

Le non-dit de l'éducation dans la campagne présidentielle américaine de 2016

Laurie Béreau



Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/rrca/939>

ISSN: 2101-048X

Publisher

David Diallo

Electronic reference

Laurie Béreau, « Le non-dit de l'éducation dans la campagne présidentielle américaine de 2016 », *Revue de recherche en civilisation américaine* [Online], 7 | 2017, Online since 14 December 2017, connection on 05 May 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rrca/939>

This text was automatically generated on 5 May 2019.

© Tous droits réservés

Le non-dit de l'éducation dans la campagne présidentielle américaine de 2016

Laurie Béreau

- 1 En février 2016, Joshua Florence constatait dans les pages de la *Harvard Political Review* l'absence totale de l'éducation dans les échanges et débats de la campagne présidentielle américaine :

Despite the political mudslinging, record-setting debates, and pundit predictions, the current slate of candidates, on both sides of the aisle, have ignored a plethora of worthy discussions. Perhaps the most glaring example is one that affects every child in America: education policy.
- 2 Cette observation, formulée alors que s'ouvrait la saison des primaires, n'a pas été démentie par le reste de la campagne 2016. Certes, la question de la gratuité de l'enseignement supérieur a été abordée à l'occasion des primaires démocrates, sous l'impulsion de Bernie Sanders. La crainte d'une explosion de la bulle de la dette étudiante a transformé cette question en problématique économique majeure. Dans une campagne largement phagocytée par les questions de droiture morale, c'est aussi le spectre de la défunte Trump University qui est venu brièvement hanter le candidat républicain Donald Trump. Opérationnelle de 2005 à 2010, cette « université », qui n'avait jamais reçu d'accréditation de l'État de New York, s'est retrouvée au cœur de deux actions collectives en justice dénonçant l'établissement pour tentative d'extorsion.
- 3 Toutefois, ces deux éléments saillants de la campagne se rapportent à l'enseignement supérieur, domaine particulièrement décentralisé dans le système américain où les institutions post-secondaires jouissent d'une très grande autonomie. Mais l'éducation primaire et secondaire, elle, s'est bel et bien démarquée par son absence de la campagne, comme le remarquait Joshua Florence : nulle confrontation sur ce que l'on enseigne dans les écoles, nulle invective sur la panne de l'école comme ascenseur social. L'éducation semble être une des grandes oubliées. Or les silences ne sont pas dénués d'intérêt. Pour Marguerite Yourcenar, « tout silence n'est fait que de paroles qu'on n'a pas dites ».

- 4 La question de l'explication des comportements électoraux fait débat et de nombreux modèles coexistent (Mayer et Boy, 1997). L'élection présidentielle américaine de 2016, une campagne atypique au résultat que peu d'analystes politiques avaient envisagé, nourrira sans doute ce débat en forçant une réflexion renouvelée sur les modèles de prédiction de ces comportements. Un consensus semble s'être toutefois formé depuis le début des années 1980 autour de l'idée que, bien plus que par l'identification partisane, le choix des électeurs est largement façonné sur la base des réponses des candidats à des problèmes spécifiques, le phénomène de « vote sur enjeux », ou *issue voting* (Nie et al., 1979). Dans cette perspective, les candidats s'efforcent d'orienter leur campagne sur des enjeux susceptibles de mettre en avant leurs forces ou de souligner les faiblesses de l'adversaire, en évitant tout enjeu susceptible d'avoir un effet contraire (Damore, 2005, p.72). Force est de constater qu'aucun des candidats en 2016 n'a jugé sage d'attaquer sur l'enjeu de l'éducation.
- 5 Cet article se propose d'interroger les raisons pour lesquelles on a largement passé sous silence l'éducation dans cette campagne présidentielle. Se posera, dans un premier temps, la question de la pertinence d'un débat sur l'éducation dans le cadre d'une élection à des fonctions au sein du gouvernement fédéral. Nous arguerons ici que la situation institutionnelle de l'éducation dans le système fédéral étasunien ne suffit pas à en expliquer l'absence dans les débats et que cette omission relève également d'une stratégie d'évitement d'un terrain miné aussi bien pour les démocrates que pour les républicains. Cette réflexion fournira l'occasion d'un état des lieux succinct du débat contemporain sur l'éducation à l'échelon national.

1. Présidence américaine et éducation

- 6 L'éducation ne constitue pas un des champs d'action fédérale privilégiés dans le schéma vertical de séparation des pouvoirs étasunien. Elle n'est pas évoquée directement dans la Constitution américaine et relève donc, de facto, du domaine des pouvoirs réservés aux États en vertu du principe de subsidiarité. En effet, le dixième amendement établit que « les pouvoirs qui ne sont pas délégués aux États-Unis par la Constitution, ni refusés par elle aux États, sont conservés respectivement par les États ou par le peuple ». Du fait de cette division des pouvoirs et du mode de financement de l'éducation publique primaire et secondaire, l'éducation constitue à première vue un enjeu essentiellement local dans le contexte des États-Unis.¹
- 7 Cependant, cette division théorique tranchée ne rend pas compte de l'interpénétration politique prévalant dans le modèle fédéral américain contemporain où la coopération entre les échelons brouille les frontières. D'autre part, elle tranche avec l'évolution des attentes de la population. Plusieurs sondages réalisés sur les préoccupations des Américains à la veille de l'élection présidentielle de 2016 ont fait apparaître qu'une majorité des électeurs inscrits considéraient les questions d'éducation comme très importantes à l'heure de voter. Même si l'économie et la sécurité nationale prévalaient largement, ils étaient par exemple 66% à signaler qu'ils accorderaient beaucoup d'importance à l'éducation². Les considérations liées à la politique commerciale ou à l'environnement n'étaient citées que derrière l'éducation (Pew Research Center, 2016, p.31)³. Il n'en a pas toujours été ainsi : des années soixante à la fin des années quatre-vingt, l'éducation ne comptait jamais parmi les dix questions considérées comme les plus importantes par les électeurs en période de campagne présidentielle (Henig, 2009, p. 289).

- 8 Ces attentes significatives vis-à-vis de l'échelon fédéral en matière d'éducation témoignent d'un glissement toujours plus marqué depuis la seconde moitié du XX^{ème} siècle vers une intervention accrue du gouvernement central dans les politiques éducatives aux États-Unis. En dépit du cloisonnement institutionnel, a priori clair, du dixième amendement, l'école américaine a été profondément modelée au cours de la seconde moitié du XX^{ème} siècle par des textes de loi et des décisions de justice majeurs établis au niveau fédéral. La déségrégation, le développement de l'enseignement préélémentaire ou encore la promotion des écoles à charte (*charter schools*) comptent parmi les évolutions du système éducatif qui sont la conséquence d'incursions fédérales. Ces évolutions ont suscité des débats, tant sur le fond et le contenu des questions abordées que sur la forme qu'elles prenaient puisque symptomatiques d'une intervention fédérale accrue. Leur constitutionnalité, bien que remise en cause par certains défenseurs ardents de l'anti-fédéralisme adeptes d'une lecture textualiste pure de la Constitution (les strict constructionists), a toutefois été relativement bien acceptée par la société américaine dans son ensemble.
- 9 Les présidents successifs, figures de proue de l'échelon fédéral dans le système américain, ont multiplié, eux, depuis les années 1940, les incursions dans le champ éducatif. Cette intervention accrue s'est appuyée sur une lecture revue de la Constitution qui veut qu'en vertu de la clause de bien-être général (*general welfare clause*) du premier article de la Constitution, la responsabilité de l'éducation relève également du champ d'action de l'échelon fédéral. Les politiques éducatives ont progressivement été intégrées au champ de la politique générale, mettant fin à l'« exceptionnalisme » de l'éducation et à son statut de chasse gardée des États et de l'échelon local (Henig, 2009). Au fil des décennies, les attentes quant au système éducatif se sont accrues, l'éducation étant perçue comme un levier majeur pour assurer prospérité et pérennité. A la fin des années 1950, l'onde de choc de Spoutnik a sensibilisé au besoin d'un système éducatif performant pour former des scientifiques et des ingénieurs à même de tenir la dragée haute à l'ennemi soviétique. Les dynamiques de la guerre froide, dont le volet de la course à l'espace, ont longtemps maintenu au premier plan cet impératif de compétitivité intellectuelle pour contrer la menace rouge. Il en allait alors de la sécurité nationale. Dans un contexte de concurrence économique internationale accrue dans les années 1980, on dénonce un système éducatif inapte à former des travailleurs capables de rivaliser avec les Japonais, les Coréens ou les Allemands. Les acteurs du monde économique américain s'inquiètent de ne pas disposer d'un capital humain adéquat dans une ère dominée par la technologie. Cette angoisse est au cœur d'un rapport largement commenté et commandé par le président Ronald Reagan en 1983 sur l'état de l'éducation, 'A Nation at Risk'. Elle persiste à ce jour encore : éducation et sécurité nationale semblent aller de pair. Ainsi, un rapport de 2012 coécrit par Condoleezza Rice alertait à nouveau sur les risques encourus par les États-Unis en raison de la faiblesse de son système éducatif :
- Human capital will determine power in the current century, and the failure to produce that capital will undermine America's security. Large, undereducated swaths of the population damage the ability of the United States to physically defend itself, protect its secure information, conduct diplomacy, and grow its economy. (Klein, 2012)
- 10 En d'autres termes, il y a eu un changement de paradigme au cours de la seconde moitié du XX^{ème} siècle, marqué par l'idée que la réussite du système éducatif était essentielle pour la réussite économique des individus et du pays (Mehta, 2013, p.286).

- 11 Dès lors que s'est établi le lien entre bien-être général et état de santé de l'école, la porte s'est ouverte à des initiatives fédérales portées par les présidents, qu'il s'agisse de Franklin Roosevelt, champion du *G.I. Bill* pour aider les vétérans à accéder à l'université, d'Eisenhower, soutien du *National Defense Education Act* pour promouvoir l'excellence et l'éducation scientifique afin de contrer l'ennemi soviétique, ou encore de Lyndon Johnson, adoubé président de l'éducation par les historiens pour sa volonté de mener la guerre contre la pauvreté sur le front du système éducatif. Il est devenu de bon ton pour les présidentiables et les présidents d'adopter la posture de défenseur de l'éducation. Lors de la campagne présidentielle de 1988, George H.W. Bush déclarait ainsi vouloir devenir « le président de l'éducation » lors du premier débat télévisé l'opposant à Michael Dukakis (*Commission on Presidential Debates*)⁴. Trois jours après sa prise de fonction en 2001, George W. Bush, qui présentait son projet de programme « Aucun enfant laissé pour compte » (*No Child Left Behind*), annonçait qu'il entendait faire de la réforme du système éducatif la « pierre angulaire de [son] administration »⁵. Quel que soit leur bord, les présidents récents ont eu à cœur de marquer l'éducation de leur patte, tant et si bien que le principal sondage sur la perception de l'éducation par le public, le *PDK/Gallup Poll of the Public's Attitudes Toward the Public Schools*, intègre depuis 2009 une question sur la perception du président et de son action pour les écoles publiques, suggérant que le public attend désormais du président une forme d'implication dans le domaine de l'éducation (Bushaw, 2010, p.11).
- 12 Les précédents existant pour des ambitions et des actions présidentielles fortes en matière d'éducation et l'intérêt de l'électorat pour cette question étant significatif, on peut s'interroger sur le peu d'empressement des candidats à l'élection présidentielle de 2016 pour amener le débat sur le terrain de l'éducation et évoquer leurs projets pour les écoles du pays. Si l'environnement politique et économique immédiat est pour beaucoup dans le choix des thèmes de campagne, ce silence pourrait relever également du statut paradoxal et ambivalent de l'éducation en politique américaine. Elle constitue dans une certaine mesure un terrain miné sur lequel il est devenu dangereux de s'aventurer. En effet, à ce jour, l'éducation rassemble tout autant qu'elle ne divise mais selon des lignes peu bienséantes dans le contexte d'une élection présidentielle. Et ce, en premier lieu, car elle constitue un des rares domaines qui, ces dernières décennies, n'a pas fait l'objet d'une polarisation marquée et d'une âpre confrontation partisane entre les deux grands partis.

2. L'éducation objet d'un consensus bipartisan: le virage néolibéral

- 13 Qu'en est-il du positionnement des deux candidats quant à l'éducation ? Chez le candidat Donald Trump, la ligne directrice est simple et lisible : le salut passe par le libre choix de l'école par les parents (le *school choice*). Le candidat déclare ainsi en septembre 2016 : « As your president, I will be the biggest cheerleader for school choice » (Trump). Ce libre choix ne se limiterait pas à la disparition de la carte scolaire (*zoning*) mais briserait le monopole d'État sur l'éducation financée publiquement. Les financements publics suivraient les familles dans l'établissement de leur choix, qu'il soit privé ou non. En cela Trump se pose en héritier de Ronald Reagan qui avait sans succès défendu les *vouchers*, des crédits d'impôts qui compenseraient, pour les familles, les frais d'inscription dans une institution privée⁶.

- 14 Chez la candidate Hillary Clinton, le programme reste plus mesuré et n'envisage pas une refonte fondamentale du système. Il s'agit essentiellement d'une modernisation logistique des locaux et du matériel mis à disposition, d'une revalorisation du métier d'enseignant et de la mise en œuvre d'une politique plus préventive et moins répressive en termes de discipline. A cela s'ajoute la volonté de garantir à tous l'accès à la maternelle dès 4 ans, une mesure tout à fait consensuelle puisqu'approuvée par 90% des électeurs, 97% des sympathisants pro-Clinton et 78% des sympathisants pro-Trump (First Five Years Fund, 2016).
- 15 Malgré une campagne âpre, aucune attaque en bonne et due forme entre les deux candidats n'est à déplorer sur le plan de l'éducation. En septembre 2016, Donald Trump fait dans une école de Cleveland un discours dédié à l'éducation. Plus de la première moitié du discours est en réalité consacrée à l'affaire des courriels et à l'incompétence flagrante de sa rivale en matière de sécurité nationale (Trump). Or, dès lors qu'il en vient à l'éducation, Donald Trump sort du discours polémique et du mode pamphlétaire de dénonciation de l'imposture de sa rivale. Nulle mention d'Hillary Clinton, nulle allusion à une menace gauchiste qui s'efforcerait de saper les fondements moraux du pays en se faufilant dans les écoles. La prose de Trump sur l'éducation constitue peut-être une des facettes les moins « rugueuses » de sa campagne. Le constat est identique chez son adversaire lors d'un discours à Durham en mars 2016, dans lequel même si Hillary Clinton dénonce les coupes budgétaires sur l'éducation effectuées par la législature républicaine à la tête de la Caroline du Nord, elle ne prend pas le contre-pied de Donald Trump et ne dénonce pas son programme en matière d'éducation et son ambition déclarée de faire entrer l'Amérique dans l'ère du vrai libre choix d'école (Clinton).
- 16 Une des explications les plus plausibles pour cette férocité moindre tient à l'existence d'un certain consensus sur l'éducation. Républicains et démocrates s'accordent sur le fait que du système éducatif dépend la santé du pays. Et qu'il est, de fait, normal que l'éducation représente un volet considérable du budget public. Tous conviennent également du fait que l'école doit constituer ce qu'Hillary Clinton appelle le « *great door-opener* », un grand ascenseur social, le moyen pour tout Américain de s'élever. Le consensus est que le bien commun passe par un système éducatif performant.
- 17 On observe cependant, plus particulièrement depuis les années 2000, l'émergence d'une forme d'alignement idéologique et d'une nouvelle doxa en matière de politiques éducatives chez les législateurs. Le vent du néolibéralisme a séduit aussi bien chez les républicains que chez les démocrates, et avec lui l'idée qu'une dérégulation du marché de l'éducation pourrait à terme rendre plus performant l'ensemble du système. Le monopole de l'État sur l'éducation publique est en cause. Les enfants américains sont captifs d'un système d'écoles publiques traditionnelles qui, puisqu'elles n'ont pas de réelle concurrence gratuite, manquent d'une saine émulation qui les pousserait à se dépasser pour exceller (Friedman, 1955). C'est la logique à l'œuvre dans le programme de Donald Trump : il s'agit de réinjecter de la concurrence en brisant le monopole de l'État sur l'éducation afin d'amener les écoles à se dépasser pour retenir leurs usagers. Or, il est impossible pour Hillary Clinton d'attaquer son adversaire puisque le bilan législatif de la candidate démocrate montre son soutien au principe de mise en concurrence des établissements, à une différence près : il s'agit de mettre en concurrence des établissements publics, là où Donald Trump ajouterait également la concurrence des écoles privées. Les deux candidats se retrouvent dans le soutien du modèle des écoles à charte (*charter schools*), qui scolarisent près de 5% des jeunes Américains et sont soutenues

par 65% du public américain et par les deux principaux partis (NCES). Ce modèle permet de sous-traiter la gestion des écoles publiques : une entreprise ou une association peut prendre les commandes d'une école financée publiquement. En échange de contraintes moindres (notamment sur le recrutement des enseignants et les conventions collectives), l'opérateur s'engage à délivrer des résultats satisfaisants dans les années à venir. L'État est d'une certaine façon actionnaire de ces écoles publiques.

- 18 L'alignement des démocrates et des républicains derrière l'idée que les mécanismes de marché sont une planche de salut pour l'éducation américaine s'est matérialisé par une coopération des deux grands partis pour mettre en œuvre des programmes fédéraux facilitant et promouvant cette approche. Le site de campagne d'Hillary Clinton signale notamment qu'elle a collaboré à l'élaboration du *No Child Left Behind Act* porté par George W. Bush en 2001. Le texte sacralise les tests standardisés pour évaluer les performances des écoles et prévoit mise sous tutelle, transformation en école à charte ou fermeture pour les écoles dont les résultats ne sont pas à la hauteur. L'adoption de cette loi en 2001 est marquée par le sceau de la coopération : elle reçoit le soutien des 82% des représentants républicains à la Chambre et de 94% des représentants démocrates, ainsi que de 89% des sénateurs républicains et de 86% des sénateurs démocrates (U.S. Congress, 2001)⁷. Le *No Child Left Behind Act* n'est pas renouvelé à la fin du second mandat du président George W. Bush. Toutefois, il est rapidement remplacé sous l'impulsion du président Barack Obama par le programme *Race to the Top*, qui met en concurrence les États pour des subventions fédérales encourageant des pratiques similaires à celles favorisées par le *No Child Left Behind Act*. En décembre 2016, Barack Obama célèbre ce qu'il désigne comme « un miracle de Noël » : au terme de deux mandats marqués par un refus quasi systématique de collaboration de la part des élus républicains dans à peu près tous les domaines, le *Every Student Succeeds Act* est adopté avec 85% de voix au Sénat et l'appui de 72% des représentants républicains et 96% des représentants démocrates (U.S. Congress, 2015). Le principe de ce texte demeure similaire au *No Child Left Behind Act*, si ce n'est que les États retrouvent davantage de contrôle et sont libres de fixer les niveaux de performance académique attendus. L'éducation constitue donc un des rares domaines ayant bénéficié d'une coopération entre les partis ces dernières années, d'où la difficulté d'attaquer les programmes adversaires, au risque de se voir renvoyer à une trop grande proximité idéologique sur ce point.
- 19 L'émergence du libre choix et de la libéralisation comme nouvelle doxa en matière d'éducation est d'autant plus marquée qu'elle a fédéré, lors des élections présidentielles de 2016, jusqu'aux candidats des tiers partis, à une exception près. Ainsi, Gary Johnson pour le parti libertarien et Evan McMullin, qui s'est présenté en indépendant, ont affirmé par le passé leur soutien au principe du libre choix et à celui d'un système d'écoles à charte (Johnson, 2000 ; McMullin, 2016). Darrell Castle, qui représentait le parti de la Constitution, s'est montré très peu loquace sur l'éducation. Insistant sur le principe de subsidiarité du dixième amendement, il a rappelé combien l'intrusion fédérale dans le domaine de l'éducation violait la Constitution et donc estimé ne pas avoir à se positionner sur l'éducation en tant que candidat à une fonction fédérale. Son parti s'est toutefois déclaré favorable à l'existence d'un marché libre de l'éducation, avec déductions d'impôts pour les familles choisissant de retirer leurs enfants des écoles publiques (Constitution Party). La seule voix discordante sur la libéralisation de l'éducation a été celle du parti écologiste, représenté dans l'élection par Jill Stein, qui a appelé au démantèlement de

toutes les initiatives permettant la gestion des écoles publiques par des entités privées (Green Party, 2014).

- 20 Depuis la campagne présidentielle de 2000, au cours de laquelle le candidat républicain George W. Bush avait accordé une large place à l'éducation, les campagnes présidentielles ne se sont que peu aventurées sur le terrain de l'éducation (Hess, 2016, pp.3-4). La campagne de 2000, qui s'inscrivait dans une période de paix et prospérité relatives, était plus favorable à l'émergence, sur l'avant-scène, de problématiques autres que la politique internationale et la relance économique (Hess, 2016, p.4). Il s'agissait par ailleurs d'une thématique de choix pour le candidat Bush, fort d'un bilan plutôt positif en matière d'éducation en tant que gouverneur du Texas (Henig, 2009, p. 293). La nouvelle doxa du libre choix en matière d'éducation a, au cours des deux dernières décennies, su séduire et remporter l'adhésion des deux grands partis, ouvrant la voie à une collaboration atypique dans une période de polarisation marquée en politique. Cet alignement a rendu caduque, lors des trois dernières campagnes pour l'élection présidentielle, l'émergence d'un débat franc et vif sur l'éducation. Impossible en effet d'adopter la posture antagoniste qui sied au contexte de confrontation d'idées lors d'une campagne alors que républicains et démocrates ont coopéré en la matière. La confrontation étant impossible, le silence prévaut. Or paradoxalement, si l'éducation a rassemblé par-delà les frontières partisans, elle demeure un sujet qui divise en interne au sein des partis.

3. Un objet de discorde en interne

- 21 La phase des primaires, qui a précédé l'élection présidentielle générale de 2016 a, de façon prévisible, laissé transparaître les divisions internes au sein des deux grands partis. Cette première phase a vocation à confronter les différentes sensibilités qui coexistent au sein des partis. La configuration étasunienne, marquée par le bipartisme, exacerbe ces divisions. Afin de rassembler et de construire des coalitions solides, les deux grands partis doivent être inclusifs et fonctionnent donc comme de grands chapiteaux (les '*big tents*') fédérant des factions diverses. L'éducation constitue une des sphères d'expression privilégiées pour ces dissonances internes.
- 22 Au sein du camp républicain, force est de constater que la discipline de parti s'est révélée plutôt faible, ces dernières années, lors des votes au Congrès sur des questions d'éducation. Ainsi, lors du vote sur le *Every Student Succeeds Act* mentionné précédemment, les candidats à la primaire républicaine ont opté pour des approches différentes : le soutien à la proposition de loi pour le sénateur Lindsey Graham, l'opposition pour le sénateur Rand Paul. Les sénateurs Marco Rubio et Ted Cruz étaient, eux, opportunément absents lors du vote mais leurs différentes déclarations sur l'éducation ont toujours souligné combien l'intervention fédérale en la matière leur semblait inappropriée⁸. Il s'agit là d'un premier point de dissension chez les républicains. Ronald Reagan avait fait vœu de démanteler le ministère de l'éducation, le *Department of Education* (Sniegosky, 1988). La question du degré d'intervention fédérale dans l'éducation continue à diviser au sein du parti où se côtoient fervents opposants aux politiques fédérales et adeptes d'un conservatisme compassionnel, à l'image de Jeb Bush, qui croient en la possible influence positive du gouvernement fédéral (Aberbach et Peele, 2011).
- 23 Par ailleurs, l'éducation constitue depuis les années 1960 un terrain particulièrement fertile pour les guerres culturelles. Les questions de prière à l'école, d'enseignement de l'évolution ou encore d'éducation à la sexualité en milieu scolaire ont fait l'objet de

contentieux. Les positions respectives des candidats à la primaire républicaine laissent à penser que les guerres culturelles ne sont pas totalement enterrées, même si elles sont soigneusement reléguées. L'adhésion à la promotion du *school choice* a permis de rallier aussi bien libertariens que néoconservateurs et chrétiens fondamentalistes. Or chacune de ces factions n'y voit qu'un moyen pour une fin, un véhicule susceptible de déverrouiller le système pour le refaçonner. Les libertariens comme Rand Paul voient dans le *school choice* le moyen de museler un gouvernement toujours plus intrusif, tandis que les néoconservateurs, représentés en 2016 par Marco Rubio, voient dans la casse du monopole d'État sur l'éducation publique le moyen d'ouvrir un nouveau marché. La droite religieuse, représentée dans les primaires par des figures telles que Ted Cruz et Mike Huckabee, entrevoit, elle, la possibilité à terme de rediriger des fonds vers les écoles religieuses grâce aux programmes de crédits d'impôt, une ambition peu susceptible de séduire les républicains modérés. L'union derrière le *school choice* est donc avant tout pragmatique.

- 24 L'éducation constitue également un facteur de division au sein du parti démocrate, selon une ligne de faille qui s'est incarnée dans la confrontation entre Hillary Clinton et Bernie Sanders dans les primaires. La percée du sénateur indépendant Bernie Sanders dans les primaires a été décrite à maintes reprises par les observateurs politiques comme une « insurrection » au sein du parti, symptomatique d'une incompréhension croissante vis-à-vis de la ligne molle du parti et de sa complaisance vis-à-vis du monde des affaires. La question de la libéralisation du système éducatif cristallise ces tensions. La ligne officielle du parti, illustrée par les prises de positions de Barack Obama et d'Hillary Clinton, va dans le sens d'une plus grande souplesse du marché de l'éducation publique. Hillary Clinton a compté parmi ses principaux donateurs Eli Broad et les époux Gates qui, aux côtés de de la famille Walton, se sont engagés et ont engagé des sommes colossales pour promouvoir le *school choice* et les écoles à charte (Schneider, 2016). Il semblerait toutefois que bon nombre d'enseignants américains n'ont pas trouvé leur compte dans la ligne adoptée par l'*establishment* démocrate. Une étude réalisée par le journal *Politico* à partir des déclarations faites à la *Federal Election Commission* a fait apparaître que le sénateur du Vermont avait reçu plus de 9 000 dons de personnes s'identifiant à la catégorie socio-professionnelle des enseignants, contre environ 4 500 de ce type pour Hillary Clinton (Severns, 2016). Et ce alors que les deux principaux syndicats de l'enseignement, la *National Education Association* et la *American Federation of Teachers*, se sont très tôt ralliés au camp de la candidate Clinton. Pour la présidente de la *Badass Teachers Association*, groupe activiste très présent sur les réseaux sociaux et opposé à la libéralisation de l'école publique, ce sont les liens de la candidate démocrate avec les grandes fortunes engagées dans le mouvement pour déréguler l'éducation qui lui ont valu la désaffection de la base enseignante (Severns, 2016). En parallèle, on a pu observer chez Sanders un discours plus prudent sur le libre choix avec notamment l'opposition à la gestion des écoles à charte par des entreprises et sociétés privées et des prises de positions fermes contre le *No Child Left Behind Act* et contre les menaces que les écoles à charte font peser sur les conventions collectives. Il s'est enfin illustré par une charge cinglante contre le maire démocrate de Chicago Rahm Emanuel, qui s'était fait remarquer par sa détermination à briser la grève des enseignants de Chicago en 2012 et par un bilan de fermeture de près de 70 écoles publiques jugées trop peu performantes, remplacées par des écoles à charte⁹. Bien que Bernie Sanders n'ait pas finalement remporté l'investiture, le candidat anti-*establishment* est, contre toute attente, parvenu à ressembler 43% des suffrages dans les primaires démocrates, un résultat suggérant que l'idée d'un virage à gauche pour le parti démocrate

a interpellé et séduit une partie significative de l'électorat démocrate. Cette fracture s'est matérialisée, entre autres, dans le positionnement des deux candidats sur l'éducation et particulièrement dans leur rapport au lobby de la réforme de l'éducation par la libéralisation.

- 25 Le thème de l'éducation a bel et bien été un des grands oubliés de la campagne présidentielle de 2016, malgré des attentes croissantes vis-à-vis du gouvernement fédéral en la matière. Si cette campagne a défrayé la chronique par bien des aspects, parmi lesquels le caractère nauséabond de certaines attaques, le succès inattendu de candidats anti-système et une issue que peu d'observateurs politiques avaient envisagée, elle n'a toutefois pas revêtu un caractère atypique dans le domaine de l'éducation. Elle a, au contraire, confirmé une tendance de ces vingt dernières années, à savoir l'émergence du *school choice* comme nouvelle orthodoxie en matière d'éducation. Sur le front de l'éducation, il ne se jouait ni un ancrage démocrate, ni un tournant républicain avec cette élection, mais plutôt l'enracinement du virage néolibéral avec le quasi-consensus autour du *school choice*. Or, si ce principe fédère au-delà des lignes partisans et a permis de poser les jalons pour des initiatives bipartisans devenues bien rares, il dissimule toutefois la persistance de lignes de faille au sein des partis.
- 26 Si les candidats à la présidence ont jugé plus sage en 2016 de ne pas s'aventurer sur le terrain miné de l'éducation, on observe toutefois que les premiers pas du gouvernement Trump ont contraint les deux grands partis à se montrer plus incisifs et présents sur le terrain de l'éducation. La nomination à la tête du ministère de l'éducation de Betsy DeVos a été si chahutée que, pour la première fois dans l'histoire du pays, le vice-président a dû participer à un vote de confirmation pour un membre du cabinet. La mobilisation populaire contre cette nomination a souligné également combien les Américains étaient conscients du rôle crucial du gouvernement fédéral dans les années et décennies à venir en matière d'éducation. La ministre de l'éducation finalement confirmée représente, au sein du gouvernement, une approche favorable à une privatisation débridée de l'éducation publique par le biais du *school choice* et à un programme dominé par les intérêts de la droite chrétienne. Cette nouvelle donne contraindra sans aucun doute chacun des grands partis à clarifier sa position sur cette question et à définir les contours de ce qui constituera un *school choice* acceptable.

BIBLIOGRAPHY

Aberbach, Joel et Gillian Peele (éds.). 2011. *Crisis of Conservatism ? : The Republican Party, the Conservative Movement, and American Politics After Bush* (Oxford: Oxford University Press).

Alcindor, Yamiche. 'Tough Words from Bernie Sanders on Rahm Emanuel' in *The New York Times*, 12 mars 2016.

Berube, Maurice. 1991. *American Presidents and Education* (Westport: Greenwood Press).

Bush, George W. 'No Child Left Behind

No Child Left Behind

- Executive Summary', in *The White House President George W. Bush*, janvier 2001 <<https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/reports/no-child-left-behind.html>>
- Bushaw, William J. et Shane J. Lopez. 'The 42nd Annual Phi Delta Kappa/Gallup Poll of the Public's Attitudes Toward the Public Schools' in *Phi Delta Kappan*, septembre 2010, vol.92, n° 1, pp.9-26.
- Clinton, Hillary. 'Remarks on K-12 Education in Durham, North Carolina' in *Hillary Clinton*, 16 mars 2016 <<https://www.hillaryclinton.com/post/remarks-k-12-education-durham-north-carolina/>>
- Commission on Presidential Debates, 'September 25, 1988 Bush-Dukakis Presidential Debate Transcript', in *Commission on Presidential Debates* <<http://www.debates.org/index.php?page=september-25-1988-debate-transcript>>
- Constitution Party. 'Principles- Twelve Key Issues: Education' in *Constitution Party*, 2017 <<https://www.constitutionparty.com/principles/twelve-key-issues/education/>>
- Cruz, Ted. 'Five for Freedom' in *Cruz Fiorina '16*, 2016 <<https://www.tedcruz.org/five-for-freedom/index.html>>
- Damore, David. 'Issue Convergence in Presidential Campaigns' in *Political Behavior*, mars 2005, vol. 27, n°1, pp.71-97.
- First Five Years Fund. 'A Divided Electorate Is United On Early Childhood Education—2016 National Poll' in *First Five Years Fund*, mai 2016 <<http://ffyf.org/resources/2016-poll-research-summary/>>
- Florence, Joshua. 'Why the Presidential Candidates Should Talk About Education' in *Harvard Political Review*, 26 février 2016 <<http://harvardpolitics.com/united-states/presidential-candidates-talk-education/>>
- Friedman, Milton. 1955. 'The Role of Government in Education' in *Economics and the Public Interest* (New Brunswick, NJ: Rutgers University Press), pp.123-144.
- Green Party. 'The Green Party on Education' in *Green Party US*, 2014 <http://www.gp.org/the_green_party_on_education>
- Henig, Jeffrey R. 'Mayors, Governors, and Presidents: The New Education Executives and the End of Educational Exceptionalism' in *Peabody Journal of Education*, 2009, vol. 84, n°3, pp.283-299.
- Hess, Frederick et Kelsey Hamilton. 'Education and the 2016 Election: What the Public Thinks', in *American Enterprise Institute*, septembre 2016 <<https://www.aei.org/publication/education-and-the-2016-election-what-the-public-thinks/>>
- Johnson, Gary. 'School Vouchers: A Report from the Western Front. Lecture by Gary Johnson for the Heritage Foundation' in *The Heritage Foundation*, 7 avril 2000 <<http://www.heritage.org/education/report/school-vouchers-report-the-western-front>>
- Klein, Joel et Condoleezza Rice. 2012. *U.S. Education Reform and National Security* (New York : Council on Foreign Relations Press).
- Mayer, Nonna et Daniel Boy. 'Les 'variables lourdes' en sociologie électorale : état des controverses' in *Enquête*, 1997, n°5 (pp. 109-122).
- McMullin, Evan. Interview télévisée par Mark Halperin et Donny Deutsch. *With All Due Respect*. Bloomberg Television, 9 août 2016.
- Mehta, Jal. 'How Paradigms Create Politics: The Transformation of American Educational Policy, 1980-2001' in *American Educational Research Journal*, avril 2013, vol. 50, n° 2 (pp. 285-324).

National Center for Education Statistics. 'The Condition of Education: Charter School Enrollement' in *National Center for Education Statistics*, avril 2016 <https://nces.ed.gov/programs/coe/indicator_cgb.asp>

Nie, Norman, Sydney Verba et John Petrocik. 1979. *The Changing American Voter* (Cambridge: Harvard University Press).

Pew Research Center, '2016 Campaign : Strong Interest, Widespread Dissatisfaction', in *Pew Research Center*, juillet 2016 <<http://www.people-press.org/2016/07/07/2016-campaign-strong-interest-widespread-dissatisfaction/>>

Schneider, Mercedes K. 2016. *School Choice: The End of Public Education?* (New York: Teachers College Press).

Severns, Maggie. 'Hillary Clinton's Union Problem' in *Politico*, 6 avril 2016 <<http://www.politico.com/story/2016/04/teachers-sanders-clinton-unions-221661>>

Sniegosky, S.J. 1988. *The Department of Education* (Washington, D.C.: Chelsea House Publishers).

Trump, Donald. 'Trump Outlines Bold New Plan for School Choice—Cleveland, Ohio speech transcript' in Donald J. Trump, 8 septembre 2016 < <https://www.donaldjtrump.com/press-releases/donald-j.-trump-remarks-on-school-choice>>

U.S. Congress, 'H.R.1 - No Child Left Behind Act of 2001', in *Congress.gov*, décembre 2001 <<https://www.congress.gov/bill/107th-congress/house-bill/1/all-actions?overview=closed&q=%7B%22roll-call-vote%22%3A%22all%22%7D>>

U.S. Congress. 'S.1177 - Every Student Succeeds Act' in *Congress.gov*, octobre 2015 <<https://www.congress.gov/bill/114th-congress/senate-bill/1177/text>>

Yourcenar, Marguerite. 1929 [1971]. *Alexis ou le Traité du vain combat* (Paris : Gallimard).

NOTES

1. La part fédérale dans le financement de l'éducation primaire et secondaire est inférieure à 10%, l'essentiel de l'argent provenant à parts quasi égales des États et de l'échelon local.
2. En revanche, à la question « quel est selon vous la question la plus importante à laquelle le futur président devra faire face ? », les Américains sont entre 4% et 6%, au gré des sondages, à choisir l'éducation (Hess, 2016, p.2).
3. Respectivement 84% et 81% pour l'économie et le terrorisme, 70% pour l'immigration, 52% pour l'environnement.
4. "I want to be the education president because I want to see us do better".
5. "Bispartisan education reform will be the cornerstone of my Administration".
6. La faisabilité de ces crédits d'impôts a longtemps semblé pour le moins incertaine. En effet, on voit difficilement comment elle pourrait contourner la clause d'établissement des religions du premier amendement. Pourtant, en 2002, l'arrêt *Selman vs. Simmons-Harris* a permis le maintien d'un programme de l'État de l'Ohio avec lequel des familles pouvaient bénéficier d'un crédit d'impôts pour inscrire leur enfant dans des écoles privées, religieuses ou non. La Cour Suprême a estimé que le programme était constitutionnel tant que cette aide financière publique n'était pas spécifiquement destinée à des établissements religieux et qu'elle arrivait de facto car une famille avait privilégié ce choix et non de jure, de plein droit.
7. Paradoxalement, ce texte de loi porté par les républicains rencontre davantage de succès chez les démocrates à la Chambre des représentants. C'est que pour certains représentants républicains, ce programme participe à l'érosion du contrôle local sur l'éducation.

8. “Even more broadly, we need to get the federal government out of education altogether. The Department of Education has the third largest discretionary budget in the federal government, and it provides 10 percent of funding for K-12 education. Yet, with that 10 percent share, it imposes significant requirements on states and schools, forcing them to submit to federal bureaucrats. Education has traditionally been a state matter; the people closest to students know them best – parents and teachers know far more than Washington bureaucrats – and we are already witnessing remarkable reforms by state and local governments to increase school choice and resist Common Core standards. We need to restore parent and student choice and remove federal barriers to children’s success” (Cruz, 2016).

9. “Hillary Clinton proudly lists Rahm Emanuel as one of her leading mayoral endorsers. Well let me be as clear as I can be: based on his disastrous record as mayor of the city of Chicago, I do not want Mayor Emanuel’s endorsement if I win the Democratic nomination” (Alcindor, 2016).

ABSTRACTS

This article deals with the theme of education in the 2016 presidential election in the United States. The issue of education was remarkably absent in this campaign. This silence is not justified by the status of education in government, considering that the federal government has been increasingly involved in educational matters since the middle of the 20th century. We argue here that the absence of education in the campaign is tied to its inconvenient status in American politics. The current neoliberal consensus in education tends to blur the differences between the two big parties, making education irrelevant and useless when it comes to trying to stand out from the opposing party. In the meantime, education remains a divisive issue within parties along other fault lines. As a result, education has turned into a minefield quite tricky to navigate in times of elections.

Cet article se propose d’aborder la campagne présidentielle américaine de 2016 sous l’angle de l’éducation, thème remarquablement absent des débats et des discours de campagne. Il s’agira, ici, de s’interroger sur les raisons de ce passage sous silence, qui ne se justifie pas sur le plan institutionnel tant le niveau fédéral est devenu partie prenante dans les affaires éducatives depuis le milieu du XX^{ème} siècle. Nous arguons ici que cette absence est à mettre au compte du statut actuellement problématique des questions d’éducation en politique américaine. En effet, le consensus néolibéral dans le domaine tend à gommer les différences entre les deux grands partis, rendant la thématique inutilisable pour se démarquer. Or, dans le même temps, l’éducation constitue un sujet de tensions internes au sein des partis selon d’autres lignes de faille. L’éducation constituerait donc un des terrains les plus minés en temps de campagne.

INDEX

Mots-clés: élections, présidents, éducation, partis, néolibéralisme, écoles à charte, libre choix d’école

Keywords: elections, presidents, education, parties, neoliberalism, charter schools, school choice

AUTHOR

LAURIE BÉREAU

Université Rennes 2, équipe ACE (Anglophonie : communautés, écriture)